

**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**
**Bid Receiving - PWGSC / Réception des
soumissions - TPSGC**
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0B2 / Noyau 0B2
Gatineau, Québec K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

**REQUEST FOR PROPOSAL
DEMANDE DE PROPOSITION**

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Title - Sujet Oxygène liquide vrac, système distr	
Solicitation No. - N° de l'invitation 23375-160146/A	Date 2015-06-25
Client Reference No. - N° de référence du client 23375-160146	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$HL-420-67574	
File No. - N° de dossier hl420.23375-160146	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2015-08-05	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Dumm, Jennifer	Buyer Id - Id de l'acheteur hl420
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-9675 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF NATURAL RESOURCES 1 HAANEL DR. OTTAWA Ontario K1A1M1 Canada	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address
**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Issuing Office - Bureau de distribution
Fuel & Construction Products Division
11 Laurier St./11, rue Laurier
7A2, Place du Portage, Phase III
Gatineau, Québec K1A 0S5

Solicitation No. - N° de l'invitation

23375-160146/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

hl420

Client Ref. No. - N° de réf. du client

23375-160146

File No. - N° du dossier

hl42023375-160146

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

«Cette page a été intentionnellement laissé en blanc»

N° de l'invitation - Sollicitation No.
23375-160146/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
23375-160146

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
hl420.23375-160146

Id de l'acheteur - Buyer ID
hl420
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	2
1.1 BESOIN - SOUMISSION	2
1.2 COMPTE RENDU	2
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES	3
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	3
2.2 CLAUSES DU GUIDE DES CCUA	3
2.3 PRÉSENTATION DES SOUMISSIONS	3
2.4 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – EN PÉRIODE DE SOUMISSION	3
2.5 LOIS APPLICABLES	3
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS	4
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS	4
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION	5
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION	5
4.2 MÉTHODE DE SÉLECTION	6
PARTIE 5 – ATTESTATIONS	7
5.1 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT ET ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC LA SOUMISSION	7
PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	8
6.1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	8
6.2 BESOIN - CONTRAT	8
6.3 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	9
6.4 DURÉE DU CONTRAT	9
6.5 RESPONSABLES	10
6.6 PAIEMENT	11
6.7 INSTRUCTIONS RELATIVES À LA FACTURATION	11
6.8 ATTESTATIONS	11
6.9 LOIS APPLICABLES	12
6.10 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS	12
6.11 RÈGLEMENTS CONCERNANT LES EMPLACEMENTS DU GOUVERNEMENT	12
6.12 TRANSPORT DES MATIÈRES DANGEREUSES	12
6.13 MARCHANDISES DANGEREUSES / PRODUITS DANGEREUX - CONFORMITÉ DE L'ÉTIQUETAGE ET DE L'EMBALLAGE ...	12
6.14 INSPECTION ET ACCEPTATION	12
6.15 ASSURANCES	13
6.16 INSTRUCTIONS D'EXPÉDITION - LIVRAISON À DESTINATION	13
ANNEXE «A»	14
CONDITIONS GÉNÉRALES SUPPLÉMENTAIRES RELATIVES AUX TRANSACTIONS D'ÉQUIPEMENT LOUÉ	14
ANNEXE « B »	22
ÉNONCÉ DES TRAVAUX	22
ANNEXE "C"	25
BARÈME DE PRIX	25
ANNEXE "D"	30
PHOTOS DE RÉSERVOIRS EXISTANTS ET LES SPECIFICATIONS DE LA DALLE DE BÉTON	30

N° de l'invitation - Solicitation No.

23375-160146/A

N° de réf. du client - Client Ref. No.

23375-160146

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

hl420.23375-160146

Id de l'acheteur - Buyer ID

hl420

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 **Besoin - soumission**

Le besoin est décrit en détail à l'article 2 des clauses du contrat éventuel et dans l'annexe B – Énoncé des travaux.

1.2 **Compte rendu**

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document 2003 (2014-09-25) Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

2.2 Clauses du Guide des CCUA

Les modalités suivantes sont incorporées aux présentes

Référence de CCUA	Section	Date
B1000T	Condition du matériel - soumission	2014-06-26

2.3 Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

2.4 Demandes de renseignements – en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins 10 jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.5 Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario, Canada, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit :

Section I : Soumission technique (deux copies papier)

Section II : Soumission financière (un copies papier)

Section III : Attestations (un copies papier)

En cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique et de la copie papier, le libellé de la copie papier l'emportera sur celui de la copie électronique.

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les ministères organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement: impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences obligatoires de l'Énoncé des travaux et comment ils réaliseront les travaux.

Section II : Soumission financière

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la base de paiement. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.

3.1.3 Clauses du guide des CCUA

Les modalités suivantes sont incorporées aux présentes

Référence de CCUA	Section	Date
C3011T	Fluctuation du taux de change	2013-11-06

Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

4.1.1 Évaluation technique

Toutes les soumissions doivent être complétées en détail et fournir toutes informations requises dans la demande de soumissions pour permettre une évaluation complète.

4.1.1.1 Critères techniques obligatoires

- a) Le soumissionnaire doit fournir la documentation avec leur soumission montrant comment ils répondent aux exigences techniques détaillées dans l'annexe "B" ; et
- b) Les biens et les services proposés sont conformes à tous les aspects des exigences précisées dans la présente demande de soumissions; et
- c) L'entrepreneur fournira et installera tous les raccords, adaptateurs et accessoires mineurs sans frais supplémentaires pour le Canada; et
- d) Les camions-citernes seront équipés de compteurs qui produisent les bordereaux de livraison. Les bordereaux de livraison peuvent être imprimés ou écrit à la main; et
- e) La perte de gaz en raison de la défaillance du matériel du fournisseur sera à la charge de l'entrepreneur.

4.1.2 Évaluation financière

4.1.2.1 Critères financière obligatoires

- a) Le soumissionnaire doit offrir des prix unitaires fermes en devises canadiennes, les taxes applicables exclus, DDP rendu droits acquittés à destination(s) Incoterms 2000, les droits de douane inclus pour chaque article offert ; et
- b) La proposition financière du soumissionnaire doit respecter les modalités de paiement; et
- c) Pour être jugé recevable, une soumission doit comprendre une offre pour tous l'articles de la demande de soumission.

4.1.3 Évaluation de prix

Le prix global le plus faible sera calculé en y ajoutant les éléments suivants:

- a) Le coût de l'exigence comme indiqué à l'Annexe C pour l'article 1. Ce coût sera calculé en multipliant le prix cité par la consommation totale estimée pour chaque période d'approvisionnement, y compris les périodes d'option.
- b) Le prix mensuel des réservoirs indiquées à l'annexe "C", pour l'article 002. Ce coût sera calculé en multipliant le prix indiqué par le nombre de mois pour chaque période d'approvisionnement, y compris les périodes d'option.
- c) Le prix mensuel des réservoirs indiquées à l'annexe "C", pour l'article 003. Ce coût sera calculé en multipliant le prix indiqué par le nombre de mois pour chaque période d'approvisionnement, y compris les périodes d'option.
- d) Le prix mensuel des réservoirs indiquées à l'annexe "C", pour l'article 004. Ce coût sera calculé en multipliant le prix indiqué par le nombre de mois pour chaque période d'approvisionnement, y compris les périodes d'option.
- b) Le prix mensuel des réservoirs indiquées à l'annexe "C", pour l'article 005. Ce coût sera calculé en multipliant le prix indiqué par le nombre de mois pour chaque période d'approvisionnement, y compris les périodes d'option.

N° de l'invitation - Solicitation No.
23375-160146/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
23375-160146

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
hl420.23375-160146

Id de l'acheteur - Buyer ID
hl420
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

4.2 Méthode de sélection

La soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions et satisfaire à tous les critères d'évaluation technique obligatoires pour être déclarée recevable. La recommandation pour l'attribution d'un contrat se fera en fonction de la soumission recevable la plus basse globalement.

PARTIE 5 – ATTESTATIONS

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements connexes exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada, peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. Le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur à l'une de ses obligations prévues au contrat, s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission peut être déclarée non recevable, ou constituer un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations préalables à l'attribution du contrat et attestations exigées avec la soumission

5.1.1 Attestations préalables à l'attribution du contrat

Les attestations énumérées ci-dessous devraient être remplies et fournies avec la soumission mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de se conformer à la demande de l'autorité contractante et de fournir les attestations dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

5.1.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité – renseignements connexes

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire et ses affiliés, respectent les dispositions stipulées à l'article 01 Dispositions relatives à l'intégrité – soumission, des instructions uniformisées 2003. Les renseignements connexes, tel que requis aux dispositions relatives à l'intégrité, assisteront le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques.

5.1.1.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » (http://www.travail.gc.ca/fra/normes_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml) du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible sur le site Web d'Emploi et Développement social Canada – Travail (http://www.travail.gc.ca/fra/normes_equite/eq/emp/pcf/index.shtml).

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF au moment de l'attribution du contrat.

5.1.2 Attestations exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

5.1.2.2 Certifications des produits

Le soumissionnaire certifie que tous les produits proposés sont conformes au besoin décrit sous l'Énoncé des travaux.

Signature

Date

PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

6.1 Exigences relatives à la sécurité

Ce contrat ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

6.2 Besoin - contrat

- 1) La fourniture, la location, l'entretien, l'installation, et l'enlèvement d'un système de distribution de gaz appartenant à l'entrepreneur, incluant un réservoir de stockage, les contrôles, les transmetteurs, et vaporisateurs, avec des équipements auxiliaires nécessaires, comme indiqué dans l'annexe « B » Énoncé des travaux, et l'annexe « C » Barème de prix, pour les Ressources naturelles Canada, CanmetÉNERGIE, bâtiment 4, Bells Corners, Ottawa, Ontario.
- 2) Fournir l'oxygène liquide en vrac, tel que et lorsque commandé par Ressources naturelles Canada, CanmetÉNERGIE, conformément à l'énoncé des travaux à l'annexe B et Barème de prix à l'annexe C.

6.2.1 Fourniture de gaz

L'entrepreneur s'engage à fournir, de livrer et de vendre à Canada, au cours de la durée du contrat et conformité avec les termes du contrat, l'oxygène liquide, et que la quantité totale cumulative fournie, ne dépasse pas la "Consommation estimative totale" pour chacune des périodes d'approvisionnement, tel que spécifiée dans l'annexe « C ».

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable d'acquérir, pendant la durée du contrat, pour toute quantité supplémentaire en l'oxygène liquide, dont pourrait avoir besoin Ressources naturelles Canada selon les mêmes conditions et aux prix et(ou) aux taux établis dans le contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

6.2.2 Quantité de gaz

Le soumissionnaire donne acte et convient par les présentes de ce que la «consommation totale estimative» spécifiée à l'annexe C n'est qu'une estimation, soit une approximation faite de bonne foi quant aux besoins potentiels de Canada. Ces estimations n'obligent en aucun cas Canada à accepter ou à acheter les quantités établies ou toute d'autre quantité de biens. Canada aura le droit de n'accepter que les quantités qui seront effectivement requises.

6.2.3 Les pertes de gaz

Les pertes de gaz attribuables à la défaillance de l'équipement du fournisseur seront aux frais de l'entrepreneur.

6.2.4 Équipement appartenant à l'entrepreneur

L'entrepreneur garantit que l'équipement fourni aux termes de tout contrat résultant est en bon état de fonctionnement au moment de l'installation. L'entrepreneur doit effectuer, à ses frais, tout l'ajustement, réparations ou remplacements nécessaires pour maintenir l'équipement en bon état de fonctionnement pendant toute la durée du contrat. L'entrepreneur doit remplacer, sans qu'il n'en coûte rien à Canada, tout produit perdu en raison d'un défaut de réservoir qui s'est manifesté lors de l'installation initiale ou d'une vérification d'entretien préventif, et ce, pour toute la durée du contrat.

À moins d'indication contraire, le fournisseur ne doit exiger aucun frais supplémentaire pour ce qui suit:

- (a) l'entretien, indépendamment du moment où il est fait;

- (b) les pièces de rechange, à moins que ces pièces soient requises par suite de faute ou de négligence de la part de gouvernement.

Toute modification du matériel du fournisseur doit se faire sans perturber la livraison des commandes d'oxygène.

6.3 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre, sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

6.3.1 Conditions générales

2010A (2014-11-27), Conditions générales - biens (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

6.3.2 Conditions générales supplémentaires

Annexe « A » Conditions générales supplémentaires relatives aux transactions d'équipement loué s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

6.4 Durée du contrat

6.4.1 Période du contrat

La période du contrat est à partir de la date du contrat jusqu'au 31 mars 2017 inclusivement

6.4.2 Option de prolongation du contrat

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour au plus trois période(s) supplémentaire(s) d'une année(s) chacune, selon les mêmes conditions. L'entrepreneur accepte que pendant la période prolongée du contrat, il sera payé conformément aux dispositions applicables prévues à la Base de paiement.

Le Canada peut exercer cette option à n'importe quel moment, en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur au moins 30 jours civils avant la date d'expiration du contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

6.4.3 Date de livraison

Tous les produits livrables doivent être installés et prêts à fonctionner le 18 Décembre 2015 ou avant. La fourniture de tous les équipements aura lieu _____ jours civils après l'attribution du contrat

6.4.4 Temps de mise en service

Il faudra _____ jours civils pour installer le réservoir de stockage et l'équipement connexe pour qu'il soit entièrement opérationnel.

6.4.5 Livraison des gaz

La livraison doit être effectuée dans un délai de 48 heures suivant chaque commande subséquente. Les exigences spécifiques doivent faire l'objet d'une commande subséquente, par écrit ou par téléphone, des Ressources Naturelles du Canada. Un bordereau de livraison indiquant la quantité d'oxygène fourni doit être fournie au moment de la livraison.

6.4.6 Respect des délais de livraison

L'entrepreneur est prié d'aviser le ministère des Travaux publics et Services gouvernementaux dans les plus brefs délais de son incapacité de respecter les délais de livraison fixés et de demander, par la même occasion, une prolongation du délai et de proposer un calendrier de livraison révisé tout en offrant avec sa demande une considération pour cette révision. Le ministère se réserve le droit, conformément aux

conditions générales, **de résilier le contrat, en totalité ou en partie, pour motif d'inexécution**, le jour ouvrable suivant la date de livraison établie dans le contrat.

6.5 Responsables

6.5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est :

Jennifer Dumm, Spécialiste en approvisionnement
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements, Secteur des achats commerciaux de la
gestion de l'approvisionnement
Direction du transport et des produits logistiques, électriques et pétroliers
Division des produits pétroliers et des produits de construction (HL)
Portage III, 7A2, 11 rue Laurier
Gatineau QC K1A 0S5
Téléphone: (819) 956-9675 Télécopieur: (819) 956-5227
Courriel: Jennifer.Dumm@tpsgc-pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée, par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou des instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

6.5.2 Responsable technique

Le responsable technique pour le contrat est :

Nom : _____
Titre : Ingénieur de recherche
Organisation : Ressources naturelles Canada, CanmetÉNERGIE
Adresse : 1, promenade Haanel, Ottawa (Ontario)
Téléphone : ____-____-____
Télécopieur : ____-____-____
Courriel : _____.

Le responsable technique représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le responsable technique; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. Ces changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

6.5.2 Représentant de l'entrepreneur

Étape d'évaluation

L'entrepreneur doit fournir le nom et le numéro de téléphone d'un responsable à contacter dans ses installations, pour les demandes de renseignements complémentaires de TPSGC.

Nom: _____ Téléphone: _____
Télécopieur: _____ Courriel: _____

Étape du contrat

L'entrepreneur doit fournir le nom et le numéro de téléphone de l'agent de projet à contacter dans ses installations, pour les demandes de renseignements de TPSGC après l'octroyations du contrat.

Nom: _____ Téléphone: _____

N° de l'invitation - Sollicitation No.
23375-160146/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
23375-160146

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
hl420.23375-160146

Id de l'acheteur - Buyer ID
hl420
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Télécopieur: _____ Courriel: _____

Le nom et numéro de téléphone des personnes compétentes qui sont capables de répondre à tout appel d'urgence concernant le matériel et les produits fournis par l'entrepreneur:

Nom: _____ Téléphone: _____

Télécopieur: _____ Courriel: _____

Le nom et numéro de téléphone du répartiteur des produits:

Nom: _____ Téléphone: _____

Télécopieur: _____ Courriel: _____

Le nom et numéro de téléphone de la personne responsable du service local:

Nom: _____ Téléphone: _____

Télécopieur: _____ Courriel: _____

6.6 Paiement

6.6.1 Base de paiement - prix unitaire(s) ferme(s)

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé des prix unitaire(s) ferme(s) précisé(s) dans l'annexe « B », selon un montant total de _____ \$ CAD. Les droits de douane sont inclus, et les taxes applicables sont en sus.

6.6.2 Limite de prix

Clause du guide des CCUA C6000C (2011-05-16), Limite de prix

6.6.3 Modalités de paiement

Clause du guide des CCUA H1001C (2008-05-12), Paiements multiples

6.7 Instructions relatives à la facturation

L'entrepreneur doit présenter ses factures conformément à l'information exigée dans l'article 10 du document 2010A, Conditions générales - biens (complexité moyenne). Un (1) exemplaire doit être envoyé à l'autorité contractante identifiée sous l'article intitulé « Responsables » du contrat.

C'est un terme du contrat que les fournisseurs **UTILISENT SEULEMENT UNE** des méthodes de facturation suivantes:

- (1) Poster à:
Réception de factures
615 rue Booth
SSO-1-A, pièce 147
Ottawa, ON K1A 0E9
- (2) Par télécopieur à: 1-877-947-0987 (utiliser le réglage haute qualité)
- (3) Par courriel à: Invoicing-Facturation@NRCan-RNCan.gc.ca (format PDF seulement)

La facture DOIT porter le numéro de Contrat

6.8 Attestations

6.8.1 Conformité

Le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ainsi que la coopération constante quant aux renseignements connexes sont des conditions du contrat. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur ou à fournir les renseignements connexes, ou encore si on constate que

les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

6.9 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur _____, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

6.10 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur ladite liste.

- a) les articles de la convention;
- b) Annexe « A » Conditions générales supplémentaires relatives aux transactions d'équipement loué
- c) les conditions générales 2010A (2014-11-27) biens - (complexité moyenne);
- d) Annexe B, Énoncé des travaux;
- e) la soumission de l'entrepreneur en date du _____, clarifiée le _____, ou modifiée le _____.

6.11 Règlements concernant les emplacements du gouvernement

L'entrepreneur doit se conformer à tous les règlements, instructions et directives en vigueur à l'emplacement où les travaux sont exécutés.

6.12 Transport des matières dangereuses

L'entrepreneur doit étiqueter et expédier les produits visés par la [Loi sur les produits dangereux](#), L.R.C. (1985), ch. H-3 et les règlements conformément à ladite loi et aux règlements, et être accompagnés des fiches signalétiques exigées, remplies en anglais ou en français. Les étiquettes doivent identifier clairement la nature des matières dangereuses et les fiches signalétiques doivent expliquer quels sont les dangers en question.

6.13 Marchandises dangereuses / produits dangereux - conformité de l'étiquetage et de l'emballage

1. L'entrepreneur doit assurer un étiquetage et emballage appropriés en vue de la fourniture et de l'expédition de marchandises dangereuses/produits dangereux au gouvernement du Canada.
2. L'entrepreneur sera tenu responsable des dommages causés par un emballage, étiquetage ou transport inapproprié de marchandises dangereuses/produits dangereux.
3. L'entrepreneur doit clairement marquer le pourcentage de matières dangereuses en volume sur toutes les étiquettes de marchandise. À défaut de le faire, l'entrepreneur sera tenu responsable des dommages causés au cours du déplacement des marchandises dangereuses/produits dangereux par des véhicules ou des employés du gouvernement.
4. L'entrepreneur doit respecter toutes les lois applicables relatives aux marchandises dangereuses/produits dangereux.

6.14 Inspection et acceptation

Le responsable technique sera le responsable des inspections. Tous les rapports, biens livrables, documents, biens et services fournis en vertu du contrat seront assujettis à l'inspection du responsable des inspections ou de son représentant. Si des rapports, documents, biens ou services ne sont pas conformes aux exigences de l'énoncé des travaux et ne sont pas satisfaisants selon le responsable des inspections, ce dernier aura

N° de l'invitation - Sollicitation No.
23375-160146/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
23375-160146

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
hl420.23375-160146

Id de l'acheteur - Buyer ID
hl420
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

le droit de les rejeter ou d'en demander la correction, aux frais de l'entrepreneur uniquement, avant de recommander le paiement.

6.15 Assurances

L'entrepreneur est responsable de décider s'il doit s'assurer pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance souscrite ou maintenue par l'entrepreneur est à sa charge ainsi que pour son bénéfice et sa protection. Elle ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

6.16 Instructions d'expédition - livraison à destination

1. Les biens doivent être expédiés au point de destination précisé dans le contrat et livrés rendu droits acquittés (DDP) à Ressources naturelles Canada, CanmetÉNERGIE, 1, promenade Haanel, Ottawa (Ontario) selon les Incoterms 2000 pour les expéditions en provenance d'un entrepreneur commercial.
2. L'entrepreneur est responsable de l'ensemble des frais de livraison et d'administration, de tous les coûts et risques liés au transport, ainsi que du dédouanement et des droits de douane et des taxes applicables.

ANNEXE «A»

Conditions générales supplémentaires relatives aux transactions d'équipement loué

1. Interprétation

1.1 Dans le contrat, à moins que le contexte n'indique un sens différent :

- A. « conditions générales » désigne les conditions générales qui font partie du contrat, applicable au matériel loué;
- B. « date de livraison » désigne la date précisée dans le contrat pour la livraison du matériel loué;
- C. « documentation relative au matériel loué » désigne l'ensemble des manuels, livrets, guides d'utilisation et autres documents écrits en langage courant que l'entrepreneur doit fournir au Canada conformément au contrat pour être utilisés avec le matériel loué, que cette documentation soit fournie sous forme imprimée ou sur un autre support électronique d'information, tel qu'un cédérom;
- D. « matériel loué » désigne le matériel loué en vertu du contrat;
- E. « pleinement fonctionnel » désigne le matériel loué qui fonctionne conformément aux spécifications; ainsi, toutes ses fonctions peuvent être utilisées;
- F. « prêt à être utilisé » désigne le matériel loué qui a été livré par l'entrepreneur et, le cas échéant, ce dernier l'a installé, intégré et configuré de façon à ce qu'il soit pleinement fonctionnel;
- G. « spécifications » , malgré la définition contenue dans les conditions générales, désigne la description fonctionnelle ou technique des travaux indiquée ou mentionnée au contrat, y compris les dessins, les échantillons et les modèles ainsi que, sauf incompatibilité avec tout autre élément du contrat, la description indiquée ou mentionnée dans une brochure, un document relatif au produit ou tout autre document fourni par l'entrepreneur en vertu du contrat, ainsi que toute documentation technique publiée ou mise à la disposition du grand public par le fabricant de toute partie du matériel loué;
- H. « temps de panne » désigne la période, calculée en heures et minutes complètes, au cours de laquelle le matériel loué n'est pas pleinement fonctionnel pendant la période d'utilisation en raison d'un problème de fonctionnement. Le temps de panne débute lorsque le Canada avise l'entrepreneur que le matériel loué n'est pas pleinement fonctionnel et prend fin lorsque le problème de fonctionnement a été corrigé et que l'entrepreneur avise le Canada du fait que le matériel loué est pleinement fonctionnel à moins que le Canada alors avise l'entrepreneur que le matériel loué n'est toujours pas pleinement fonctionnel.

1.2 Les mots et expressions définis dans les conditions générales et utilisés dans les présentes conditions générales supplémentaires ont le sens qui leur est donné dans les conditions générales, à moins d'indications contraires. Les articles intitulés « Droit de propriété » et « Garantie » qui font partie des conditions générales ne s'appliquent pas au matériel loué. Au lieu de ces articles, les dispositions relatives au droit de propriété et à la garantie contenues dans les présentes conditions générales supplémentaires s'appliquent au matériel loué.

- 1.3 En cas de divergence entre les conditions générales et les présentes conditions générales supplémentaires, les dispositions pertinentes des présentes conditions générales supplémentaires l'emportent.
- 2. État du matériel loué**
Tout le matériel fourni par l'entrepreneur doit :
- A. être couramment offert dans le commerce; autrement dit, il doit être constitué d'équipement standard ne nécessitant aucun travail supplémentaire de recherche et de développement;
- B. être un modèle toujours produit par le fabricant au moment de la livraison;
- 3. Livraison**
L'entrepreneur doit livrer le matériel loué à l'emplacement ou aux emplacements désigné(s) par le Canada au plus tard à la date de livraison. L'entrepreneur doit payer tous les coûts liés au remplacement de tout article endommagé pendant le transport vers la destination finale. L'entrepreneur reconnaît qu'aucun article ne sera considéré comme étant livré à la date de livraison s'il est endommagé ou autrement dans un état qui ne permet pas au Canada de commencer son processus d'acceptation. L'entrepreneur doit, au minimum, emballer le matériel loué conformément aux normes de l'industrie et inclure un bordereau d'emballage avec chaque expédition. L'entrepreneur doit également s'occuper du montage et du factage nécessaires pour la livraison du matériel loué. Tous les coûts liés à l'emballage, à l'expédition, au transport et à la livraison sont compris dans le prix du matériel loué.
- 4. Exigences particulières relatives à la préparation de l'emplacement**
- 4.1 Si le contrat décrit les exigences particulières relatives à la préparation de l'emplacement, l'entrepreneur doit préparer l'emplacement pour la livraison ou l'installation, à ses propres frais, conformément à ces exigences et suffisamment d'avance pour être en mesure de respecter la date de livraison. Tous les coûts liés à la préparation particulière de l'emplacement sont compris dans le prix du matériel loué.
- 4.2 Si le contrat prévoit que c'est la responsabilité du Canada de satisfaire aux exigences particulières relatives à la préparation de l'emplacement, les dispositions suivantes s'appliquent au lieu de celles du paragraphe 4.1 ci-dessus :
- A. Le Canada doit préparer l'emplacement, à ses propres frais, conformément aux exigences décrites dans le contrat;
- B. Si le contrat précise qu'il existe des exigences particulières relatives à la préparation de l'emplacement, mais qu'il ne les décrit pas, l'entrepreneur doit fournir au Canada une description complète de ces exigences immédiatement après la date du contrat ou, si la date de livraison est de plus de trente (30) jours après la date du contrat, au moins trente (30) jours avant la date de livraison. Si l'entrepreneur fournit au Canada la description des exigences particulières relatives à la préparation de l'emplacement à ce moment, et que ce dernier ne s'oppose à aucune des exigences de l'entrepreneur dans les dix (10) jours, le Canada doit préparer l'emplacement conformément à ces exigences. Si le Canada doit apporter des modifications parce que la description fournie par l'entrepreneur des exigences particulières relatives à la préparation de l'emplacement n'était pas complète ou exacte, l'entrepreneur doit rembourser tous les frais supplémentaires engagés par le Canada pour ce faire. L'entrepreneur garantit que, si le Canada prépare l'emplacement conformément aux

exigences particulières relatives à la préparation de l'emplacement et en assure la maintenance, le matériel loué pourra fonctionner conformément aux spécifications dans l'environnement en question;

C. Le Canada doit compléter les préparations particulières de l'emplacement et aviser l'entrepreneur que l'emplacement est prêt au moins cinq (5) jours ouvrables avant la date de livraison, après quoi l'entrepreneur pourra effectuer l'inspection de l'emplacement à un moment acceptable pour le Canada. L'inspection qu'effectue l'entrepreneur ne dégage pas le Canada de l'obligation de préparer l'emplacement conformément aux exigences particulières relatives à la préparation de l'emplacement décrites dans le contrat; et

D. Si le Canada ne prépare pas l'emplacement à temps, conformément aux exigences particulières relatives à la préparation de l'emplacement, sauf si le retard est causé par un événement qui échappe à la volonté du Canada, l'entrepreneur aura droit au remboursement de tous les frais supplémentaires qu'il peut démontrer il a raisonnablement et dûment engagés et qui résultent directement du retard.

4.3 Si le contrat ne décrit pas les exigences particulières relatives à la préparation de l'emplacement, les paragraphes 4.1 et 4.2 ne s'appliquent pas et l'entrepreneur garantit qu'aucune préparation particulière n'est nécessaire pour que le matériel loué fonctionne conformément aux spécifications.

5. Installation, intégration et configuration

5.1 Sauf disposition contraire dans le contrat, l'entrepreneur doit déballer, assembler, installer, intégrer, raccorder et configurer tout le matériel loué à l'emplacement ou aux emplacements précisé(s) dans le contrat. Lorsque c'est nécessaire pour réaliser cette partie des travaux, l'entrepreneur doit fournir toutes les ressources requises pour le déménagement et l'installation, y compris, sans s'y limiter, le personnel, les matériaux d'emballage, les véhicules, les grues et les panneaux de protection des revêtements de sol. Après avoir complété cette partie des travaux, l'entrepreneur doit aviser par écrit le représentant du Canada sur place que le matériel loué est prêt à être utilisé.

5.2 L'entrepreneur doit fournir tous les matériaux nécessaires pour l'assemblage, l'installation, l'intégration, le raccordement et la configuration du matériel à l'emplacement ou aux emplacements précisé(s) dans le contrat de manière à ce qu'il soit prêt à être utilisé et accepté, y compris la fourniture et le raccordement de toutes les connexions à la source d'alimentation et de tous les autres services publics, câbles et accessoires ou fournitures nécessaires.

5.3 L'entrepreneur doit s'assurer que les aires de travail sont propres et ordonnées à la fin de chaque jour de travail et une fois les travaux complétés, ce qui comprend le retrait et l'élimination de tous les matériaux d'emballage.

5.4 Tous les coûts liés aux travaux décrits dans cet article sont compris dans le prix du matériel loué.

6. Documentation relative au matériel

6.1 L'entrepreneur doit fournir au Canada la même documentation relative au matériel loué qu'il fournit aux autres acheteurs de matériel similaire et y inclure toutes les révisions qui y ont été apportées et tous les suppléments connexes en vigueur à la date de livraison. La documentation relative au matériel loué doit au moins comprendre toute la documentation mise à la disposition des consommateurs par le fabricant du matériel

concernant les spécifications techniques du matériel loué et les consignes d'utilisation nécessaires au fonctionnement du matériel loué.

- 6.2 L'entrepreneur garantit que la documentation relative au matériel loué qu'il fournit renferme suffisamment de renseignements pour permettre au Canada d'utiliser le matériel loué et de mettre toutes ses fonctions à l'essai.
- 6.3 Si l'entrepreneur est tenu de fournir la documentation concernant la maintenance conformément au contrat, il garantit que la documentation relative au matériel loué renferme suffisamment de renseignements pour permettre au Canada, ou à une personne autorisée par celui-ci, d'entretenir et de réparer le matériel loué de façon appropriée et de le mettre à l'essai à cette fin.
- 6.4 L'entrepreneur doit livrer au Canada la documentation relative au matériel loué en même temps que le matériel loué. Si plusieurs unités sont livrées, sauf disposition contraire dans le contrat, l'entrepreneur doit fournir un ensemble complet de la documentation relative au matériel loué avec chaque pièce de matériel.
- 6.5 Si des modifications sont apportées au matériel loué pendant la période du contrat, l'entrepreneur doit mettre à jour la documentation relative au matériel loué, sans frais supplémentaires pour le Canada. L'entrepreneur doit fournir ces mises à jour dans les dix (10) jours suivant la mise en disponibilité des mises à jour par le fabricant. Si elles sont disponibles auprès du fabricant, les mises à jour doivent comprendre la documentation de soutien précisant les problèmes résolus, les améliorations apportées, ainsi que les nouvelles fonctions, et comprenant toutes les consignes d'installation nécessaires.
- 6.6 Malgré toute disposition des conditions générales concernant les droits d'auteur, les droits d'auteur de la documentation relative au matériel loué n'appartiendront pas au Canada et ne lui seront pas transférés. Toutefois, le Canada a le droit d'utiliser la documentation relative au matériel loué et peut, à ses propres fins internes, la copier pour l'usage des personnes qui utilisent le matériel loué, ou qui sont chargées du soutien du matériel, pourvu que le Canada inscrive les avis de droit d'auteur et de droit de propriété contenus dans le document original.
- 6.7 Sauf disposition contraire dans le contrat, la documentation relative au matériel loué doit être fournie en anglais et en français. Si le contrat prévoit que la documentation relative au matériel loué doit être fournie dans une seule des langues officielles du Canada, le Canada a le droit de la traduire pour ses propres fins. Toute traduction appartient au Canada et il n'a aucune obligation de la fournir à l'entrepreneur. Le Canada doit inscrire dans la traduction tous les avis de droit d'auteur et de droit de propriété contenus dans le document original. L'entrepreneur ne peut être tenu responsable des erreurs techniques qui se produisent en raison d'une traduction faite par le Canada.

7. Acceptation

- 7.1 Le matériel loué, y compris tous les travaux connexes, est assujéti à l'acceptation du Canada. Au cours de son processus d'acceptation, le Canada peut tester chaque fonction du matériel loué pour déterminer si elle est conforme aux spécifications. Si les travaux ou une partie des travaux ne satisfont pas aux exigences du contrat, le Canada a le droit de les refuser ou d'en exiger la rectification aux frais de l'entrepreneur avant de les accepter. Aucun paiement pour le matériel loué n'est exigible en vertu du contrat si le matériel loué n'est pas accepté.

7.2 L'acceptation du Canada ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité, à l'endroit des défauts du matériel loué ou des autres défauts, de respecter les exigences du contrat, ni de ses obligations contractuelles en matière de garantie et de maintenance.

7.3 Les procédures d'acceptation sont les suivantes :

- A. une fois le matériel loué prêt à être utilisé, l'entrepreneur doit en aviser l'autorité contractante, par écrit, en mentionnant la présente disposition du contrat et en demandant l'acceptation des travaux;
- B. le Canada disposera de trente (30) jours pour exécuter les procédures d'acceptation (la «période d'acceptation»);
- C. si le Canada envoie un avis de défaut pendant la période d'acceptation, l'entrepreneur doit rectifier le défaut dès que possible et aviser le Canada, par écrit, lorsque les travaux sont complétés. À ce moment, le Canada aura le droit d'effectuer une nouvelle inspection des travaux et la période d'acceptation recommencera.

8. Droit de propriété sur le matériel loué

- 8.1 L'entrepreneur demeure propriétaire de tout le matériel loué, sauf si le Canada exerce l'option d'achat du matériel loué contenue dans le contrat ou qu'il achète le matériel loué selon une entente distincte.
- 8.2 Si le contrat contient une option d'achat du matériel loué ou d'une partie de celui-ci, le Canada deviendra propriétaire de ce matériel loué à la date à laquelle il exerce cette option, ou la date déterminée par le Canada lorsqu'il exerce l'option, le cas échéant. Une fois qu'il devient propriétaire du matériel, le Canada assume le risque de perte ou d'endommagement du matériel acheté. Lorsque le Canada devient propriétaire, aucun autre paiement pour la location n'est exigible en vertu du contrat pour le matériel loué acheté.

9. Période de location

- 9.1 La période de location débute le jour de l'acceptation du matériel et se termine à son expiration conformément au contrat, sauf s'il y a résiliation selon le contrat (période de location).
- 9.2 Sauf disposition contraire dans le contrat, si le contrat permet la location d'éléments supplémentaires pendant la période du contrat, sans égard au moment où ces éléments deviennent partie du matériel loué, la période de location pour tout le matériel loué se terminera à la date à laquelle expire la période de location du premier élément de matériel loué en vertu du contrat.
- 9.3 Si le premier jour de la période de location ne coïncide pas avec le premier jour d'un mois civil, les frais relatifs au premier et au dernier mois du contrat de location correspondent à une partie des frais mensuels prévus, calculée par multiplication du nombre de jours du mois au cours desquels le contrat de location est en vigueur par 1/30 des frais mensuels en vigueur en vertu du contrat à ce moment-là.

10. Garantie pour le matériel loué

- 10.1 Même si le Canada a accepté le matériel loué, l'entrepreneur garantit que, pendant la période de location, qui est aussi la «période de garantie du matériel», le matériel sera

dépourvu de tout vice de matériaux et de construction, ainsi que de tout défaut de conception et qu'il sera conforme à tous points de vue aux exigences du contrat, y compris les spécifications.

- 10.2 La présente garantie ne s'applique pas à un élément spécifique du matériel loué si la seule cause de la non-conformité aux exigences du contrat est l'une des suivantes :
- A. le Canada est négligent ou n'utilise pas le matériel loué conformément aux spécifications;
 - B. le système d'électricité, de climatisation ou de contrôle d'humidité à l'emplacement ne fonctionne pas conformément aux exigences particulières relatives à la préparation de l'emplacement décrites dans le contrat;
 - C. une personne autre que l'entrepreneur, un sous-traitant ou une personne autorisée par l'un ou l'autre de ceux-ci modifie le matériel loué ou ajoute au matériel loué de l'équipement qui n'a pas été conçu ou approuvé pour être utilisé avec celui-ci par l'entrepreneur, un sous-traitant ou le fabricant; ou
 - D. le Canada utilise à l'intérieur ou à l'extérieur du matériel loué des fournitures ou matériaux consommables qui sont fournis par une personne autre que l'entrepreneur ou un sous-traitant, alors que ces fournitures ou matériaux consommables ne sont pas conformes aux spécifications ou aux directives du fabricant du matériel loué destinées aux consommateurs.
- 10.3 L'entrepreneur doit fournir le service de maintenance du matériel loué pendant toute la période de garantie. Tous les frais liés à la fourniture du service de maintenance du matériel pendant la période de garantie du matériel sont compris dans le taux de location du matériel. L'entrepreneur doit continuer de fournir le service de maintenance du matériel pour toute pièce de matériel loué réparée, remplacée ou remise en état dans le cadre du service de maintenance du matériel pendant le reste de la période de garantie du matériel qui s'appliquait à la pièce de matériel originale.
- 11. Résiliation du contrat de location pour raisons de commodité**
- 11.1 L'article des conditions générales intitulé «Résiliation pour raisons de commodité» ne s'applique pas à la location du matériel et est remplacé par la présente disposition.
- 11.2 Malgré toute disposition contraire dans le contrat, le Canada peut résilier le contrat de location à l'égard du matériel loué ou de tout élément de celui-ci en tout temps pendant la période de location en donnant à l'entrepreneur un préavis de soixante (60) jours.
- 11.3 Si l'autorité contractante émet un avis de résiliation en vertu du paragraphe 11.2, les seuls paiements auxquels l'entrepreneur aura droit à la suite de la résiliation sont les suivants:
- A. les frais de location mensuels qui se rapportent au matériel loué ou à l'élément visé par la résiliation, jusqu'à la date de résiliation, calculés sur une base proportionnelle si la date de résiliation ne correspond pas avec la fin du mois; et
 - B. les frais de résiliation du contrat de location, s'ils sont précisés au contrat.
- 11.4 Malgré le paragraphe 11.3, le total du montant auquel l'entrepreneur aura droit à la suite de la résiliation, en vertu du paragraphe 11.3 et des montants qui lui ont déjà été versés pour la location du matériel, ne peut dépasser le total du prix contractuel à l'égard de la

location du matériel ou, en cas de résiliation partielle, de la partie du prix contractuel applicable à la partie du contrat de location visée par la résiliation.

12. Risque de destruction ou d'endommagement du matériel loué

12.1 L'entrepreneur accepte d'assumer les risques de perte ou d'endommagement du matériel loué au cours du transport et de l'installation et pendant toute la période au cours de laquelle le Canada en a la possession, sauf lorsque la perte ou l'endommagement est causé par la négligence du Canada ou d'une personne agissant en son nom.

12.2 Si le matériel loué est perdu ou endommagé pendant la période de location, sauf lorsque la destruction ou l'endommagement est causé par le Canada ou une personne agissant en son nom, le Canada n'est pas tenu de payer les frais de location pendant la période nécessaire pour que l'entrepreneur répare ou remplace le matériel loué et, au choix du Canada, la période de location sera prolongée pendant une période de temps égale à la durée des travaux de réparation ou de remplacement par l'entrepreneur. Si le matériel loué n'est pas disponible pendant une période de plus de trente (30) jours, le présent paragraphe n'empêche pas le Canada de résilier le contrat pour manquement.

13. Modifications apportées au matériel loué

Le Canada convient de ne pas apporter de modifications au matériel loué sans l'approbation écrite préalable de l'entrepreneur et ce dernier ne peut refuser son consentement sans motif valable.

14. Déplacement du matériel loué

Le Canada peut, à son choix et à ses frais, déplacer le matériel loué à l'intérieur de l'établissement où le matériel loué est utilisé ou vers un autre établissement, avec l'aide des ressources de son choix. Le déménagement du matériel loué n'a aucune incidence sur la garantie de l'entrepreneur ou sur son obligation de fournir le service de maintenance du matériel loué, à moins que l'entrepreneur puisse démontrer que la panne ou le fonctionnement défectueux du matériel loué sont directement causés par le déplacement. Dans ce cas, le Canada devra réparer les dommages causés par le déplacement et le reste des obligations de l'entrepreneur en matière de garantie et de maintenance demeureront en vigueur.

15. Désinstallation et retrait du matériel loué

15.1 L'entrepreneur doit désinstaller et enlever le matériel loué le plus tôt possible après l'expiration ou la résiliation du contrat de location. Si la période de location est différente pour différents éléments du matériel loué, cette obligation s'applique à chaque élément du matériel loué. L'entrepreneur doit fournir toutes les ressources nécessaires à cette fin, y compris les grues, et doit s'occuper du transport, du montage et du factage nécessaires pour le retrait du matériel loué des locaux du Canada. Tous les frais liés à la désinstallation, au retrait et au transport jusqu'à l'établissement de l'entrepreneur sont compris dans les taux de location.

15.2 Si l'entrepreneur ne désinstalle pas ou n'enlève pas le matériel loué dans les trente (30) jours de la fin ou la résiliation du contrat de location, le Canada, à son choix, deviendra automatiquement propriétaire du matériel loué ou pourra faire des arrangements pour désinstaller et enlever le matériel loué, aux frais de l'entrepreneur. Le Canada pourra déduire ce montant de tout paiement dû à l'entrepreneur en vertu du contrat ou autrement.

16. Jouissance paisible

N° de l'invitation - Solicitation No.
23375-160146/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
23375-160146

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
hl420.23375-160146

Id de l'acheteur - Buyer ID
hl420
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

L'entrepreneur garantit qu'il est pleinement autorisé à louer le matériel au Canada.
L'entrepreneur garantit également que, pendant la période de location, si le Canada exécute ses obligations découlant du contrat, le Canada pourra utiliser le matériel loué de façon illimitée sans entrave de la part de l'entrepreneur, ou de toute personne agissant en son nom ou à laquelle il a accordé des droits, sauf lorsque l'entrepreneur assure le service de maintenance du matériel loué en vertu du contrat.

17. Droit de retenir les paiements de location

Si l'entrepreneur ne remplit pas ses obligations en vertu du contrat, le Canada peut, en plus des autres droits dont il dispose, dont celui de résilier le contrat pour manquement, retenir les paiements de location du matériel loué jusqu'à ce que le manquement soit corrigé. L'autorité contractante peut exercer ce droit en donnant à l'entrepreneur un avis dans lequel la raison du manquement est décrit.

ANNEXE « B »

ÉNONCÉ DES TRAVAUX

**Location d'un système de distribution de gaz en vrac
et approvisionnement d'oxygène liquide en vrac**

1.0 Description des besoins

CanmetÉNERGIE de Ressources naturelles Canada veut louer un système de distribution de gaz en vrac et a besoin d'un approvisionnement annuel d'oxygène liquide pour l'installation de recherche haute pression au bâtiment 4 du Complexe Bells Corners (CBC) à Ottawa, Ontario.

2.0 Contexte

L'objectif général pour CanmetÉNERGIE de Ressources naturelles Canada au CBC est la construction et le fonctionnement d'une installation pilote pressurisée de production d'électricité et de vapeur zéro émission d'une puissance de 1 mégawatt thermique (MW_{th}). L'entrepreneur sélectionné louera à CanmetÉNERGIE une station d'approvisionnement d'oxygène en vrac qui comprendra un réservoir, des régulateurs et un ou des vaporisateurs et pourra être intégrée au système de régulation de l'installation pilote.

3.0 Environnement opérationnel et technique

Les heures d'affaires de CanmetÉNERGIE de Ressources naturelles Canada du CBC sont du lundi au vendredi, de 7 h à 18 h, sauf quand des permissions spéciales sont accordées. L'entrepreneur n'a pas à fournir de services sur place en dehors des heures de fonctionnement.

4.0 Information sur le processus

Le débit opérationnel d'oxygène gazeux est estimé à 300 kg/h à une pression d'au moins 350 psi(g). Le réservoir de 900 gallons en place servira de réservoir secondaire pour permettre le remplissage du réservoir principal sans interrompre l'approvisionnement d'oxygène aux installations pilotes. Le débit prévu d'oxygène se situe entre 50 et 400 kg/h, avec un fonctionnement continu d'une durée de 6 à 96 heures.

5.0 Exigences obligatoires

L'entrepreneur doit remplir les exigences suivantes :

A. Système d'approvisionnement d'oxygène

- i) Fournir et installer un (1) réservoir d'oxygène liquide d'une capacité nominale d'au moins 3 000 gallons. Une pression de fonctionnement maximale permise d'au moins 400 psi(g) et une pression de fonctionnement de 350 psi(g). La capacité de débit du réservoir doit être d'au moins 400 kg/h à 350 psi(g). Le récipient sous pression doit être fabriqué de manière conforme aux dispositions de la Division 1, Section VIII du code de l'American Society of Mechanical Engineers (ASME).
- ii) L'entrepreneur doit fournir un numéro d'enregistrement canadien (NEC) pour la conception du récipient et obtenir toutes les autorisations requises pour fournir des services au Canada.
- iii) Les travaux d'installation doivent être conformes aux normes applicables de la Compressed Gas Association (CGA). L'entrepreneur doit fournir les plans dimensionnels de l'équipement principal avec la soumission.
- iv) Fournir et installer un ou des vaporisateurs pour la conversion de l'oxygène liquide du réservoir d'entreposage en vrac en oxygène gazeux avant d'entrer dans les conduites fournies par le client. Une pression de fonctionnement maximale d'au moins 400 psi(g) et une pression de fonctionnement requise de 350 psi(g). Le ou les vaporisateurs doivent être dimensionnés pour permettre un débit de fonctionnement normal de 400 kg/h de manière continue.

- v) Les conduites entre le réservoir d'entreposage en vrac et le ou les vaporisateurs doivent être isolées.
- vi) Fournir et installer un bloc d'approvisionnement supplémentaire pour assurer l'approvisionnement du produit en cas de défaillance.
- vii) Fournir et installer un transmetteur de niveau sur le réservoir d'entreposage en vrac. Le transmetteur doit émettre un signal 4-20 mA. CanmetÉNERGIE sera relié à la station de surveillance à partir du port de données. L'entrepreneur doit fournir les détails des spécifications de l'équipement au besoin.
- viii) Fournir et installer un transmetteur de pression sur le réservoir d'entreposage en vrac. Le transmetteur doit émettre un signal 4-20 mA. CanmetÉNERGIE sera relié à la station de surveillance à partir du port de données. L'entrepreneur doit fournir les détails des spécifications de l'équipement au besoin.
- ix) Fournir et installer une station de régulation de pression pour l'approvisionnement de gaz à une pression de 350 psi(g) dans les conduites fournies par le client. La station aura deux (2) trains d'équipement de régulation de pression comportant un régulateur de pression, des vannes d'arrêt permettant le retrait du régulateur supplémentaire pour l'entretien pendant le fonctionnement de l'installation, un manomètre monté en amont et un manomètre monté en aval. Chaque train de régulateur doit pouvoir fournir un débit de pointe d'oxygène de 400 kg/h à 350 psi(g).

B. Assurance de la qualité

- i) Une fois le branchement terminé, l'entrepreneur doit effectuer un test de pression sur toutes les composantes fournies suivant les exigences de la Technical Standards Safety Authority (TSSA) et du code de conception approprié (ASME B31.3). L'entrepreneur doit fournir tout l'équipement et le matériel pour effectuer le test. Les pressions d'épreuve sont déterminées selon les pressions nominales.
- ii) La conception technique doit être réalisée par un ingénieur professionnel agréé auprès d'une association d'ingénieurs de la province ou de l'état où la conception technique est réalisée. Cette personne doit connaître les lois et les règlements qui régissent l'ingénierie en Ontario.
- iii) La supervision du site doit être effectuée par l'entrepreneur.
- iv) L'entrepreneur doit fournir une ébauche du calendrier d'exécution des travaux d'installation lors de l'attribution du contrat. L'entrepreneur doit fournir des comptes rendus de la progression des travaux et les dates prévues de la fin des travaux comme l'exige le client.
- v) Le soumissionnaire doit démontrer qu'il a déjà réalisé au moins un projet d'installation qu'équipement dimensionné similaire.

C. Entretien

- i) L'entrepreneur est responsable des inspections et de la certification du récipient sous pression pendant toute la période de location.
- ii) L'entrepreneur doit maintenir les systèmes d'approvisionnement en bon état de fonctionner.
- iii) L'entrepreneur doit réparer le système d'approvisionnement dans les 48 heures suivant l'avis de défaillance.

6.0 Dalle de béton

Le réservoir d'entreposage en vrac et les systèmes d'approvisionnement seront situés sur une dalle de béton existante. Les spécifications de la dalle de béton sont jointes à la présente. L'entrepreneur doit fournir des spécifications à jour pour une nouvelle dalle de béton si celle en place est jugée insatisfaisante.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
23375-160146/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
23375-160146

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
hl420.23375-160146

Id de l'acheteur - Buyer ID
hl420
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

7.0 Réapprovisionnement en gaz

Le réservoir d'entreposage en vrac doit être rempli régulièrement sur place dans les 48 heures suivant la demande du client. Un bon de livraison indiquant la quantité de produit mis dans le réservoir d'entreposage en vrac doit être fourni à chaque livraison.

8.0 Calendrier d'exécution

- a. Le réservoir d'entreposage en vrac, les systèmes d'approvisionnement et les conduites auxiliaires doivent être installés et prêts à fonctionner le ou avant le 18 décembre 2015.
- b. Le premier remplissage du réservoir est prévu entre le 1^{er} janvier et le 28 février 2015.

9.0 Exclusions

- a. Le branchement des transmetteurs de niveau et de pression au système interne sera fait par CanmetÉNERGIE.
- b. Le branchement des conduites de l'entrepreneur aux conduites principales à l'intérieur du bâtiment sera fait par CanmetÉNERGIE.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
23375-160146/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
23375-160146

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
hl420.23375-160146

Id de l'acheteur - Buyer ID
hl420
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE "C"

BARÈME DE PRIX

Article 001

Description des Articles et/ou services

Fourniture d'oxygène liquide en vrac, selon la demande, par Ressources naturelles Canada, canmetÉNERGIE, livrer dans le réservoir appartenant à l'entrepreneur (voir l'article 002)

Période de Livraison	Référer comme:	Consommation estimative totale (en kilogrammes)	Prix par kilogrammes livré DDP dans le réservoir à destination, Taxes applicables en sus
la date d'attribution au 31 mars 2017	Période d'approvisionnement A	95,000	\$ _____
1 avril 2017 au 31 mars 2018	Période Optionnelle 1	95,000	\$ _____
1 avril 2018 au 31 mars 2019	Période Optionnelle 2	95,000	\$ _____
1 avril 2019 au 31 mars 2020	Période Optionnelle 3	95,000	\$ _____

ANNEXE "C"

BARÈME DE PRIX

Article 002

Description des Articles et/ou services

Réservoir de stockage pour l'oxygène liquide

Frais mensuel de location pour un réservoir appartenant à l'entrepreneur, complet avec équipement auxiliaire, pour les périodes de livraison suivantes.

Référence: Annexe "B", l'article 5.0, paragraphe i), ii) et iii).

Période de Livraison	Référer comme:	Période	Coût ferme par mois, Taxes applicables en sus
la date d'attribution au 31 mars 2017	Période d'approvisionnement A	nombre de mois à déterminer	\$ _____
1 avril 2017 au 31 mars 2018	Période Optionnelle 1	12 mois	\$ _____
1 avril 2018 au 31 mars 2019	Période Optionnelle 2	12 mois	\$ _____
1 avril 2019 au 31 mars 2020	Période Optionnelle 3	12 mois	\$ _____
Indiquez la taille du réservoir proposé pour répondre aux exigences: _____			

N° de l'invitation - Sollicitation No.
23375-160146/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
23375-160146

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
hl420.23375-160146

Id de l'acheteur - Buyer ID
hl420
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE "C"

BARÈME DE PRIX

Article 003

Description des Articles et/ou services

Vaporisateur(s)

Frais de location mensuelle pour vaporisateur(s) nécessaire pour la conversion de l'oxygène liquide du réservoir d'entreposage en vrac en oxygène gazeuse avant d'entrer dans la canalisation principale. Pression maximale de travail est de 400 psi(g).

Référence: Annexe "B", l'article 5.0, paragraphe iv).

Période de Livraison	Référer comme:	Période	Coût ferme par mois, Taxes applicables en sus
la date d'attribution au 31 mars 2017	Période d'approvisionnement A	nombre de mois à déterminer	\$ _____
1 avril 2017 au 31 mars 2018	Période Optionnelle 1	12 mois	\$ _____
1 avril 2018 au 31 mars 2019	Période Optionnelle 2	12 mois	\$ _____
1 avril 2019 au 31 mars 2020	Période Optionnelle 3	12 mois	\$ _____

N° de l'invitation - Sollicitation No.
23375-160146/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
23375-160146

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
hl420.23375-160146

Id de l'acheteur - Buyer ID
hl420
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE "C"

BARÉME DE PRIX

Article 004

Description des Articles et/ou services

Transmetteurs

Frais de location mensuelle pour un (1) transmetteur de pression et un (1) transmetteur de niveau. Les deux transmetteurs doit émettre un signal 4-20 mA.

Référence: Annexe "B", l'article 5.0, paragraphe vii) et viii).

Période de Livraison	Référer comme:	Période	Coût ferme par mois, Taxes applicables en sus
la date d'attribution au 31 mars 2017	Période d'approvisionnement A	nombre de mois à déterminer	\$ _____
1 avril 2017 au 31 mars 2018	Période Optionnelle 1	12 mois	\$ _____
1 avril 2018 au 31 mars 2019	Période Optionnelle 2	12 mois	\$ _____
1 avril 2019 au 31 mars 2020	Période Optionnelle 3	12 mois	\$ _____

N° de l'invitation - Sollicitation No.
23375-160146/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
23375-160146

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
hl420.23375-160146

Id de l'acheteur - Buyer ID
hl420
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE "C"

BARÉME DE PRIX

Article 005

Description des Articles et/ou services

Station de régulation de pression

Frais de location mensuelle pour un station de régulation de pression, y compris l'équipement connexe, pour la fourniture de gaz à 350 psi(g).

Référence: Annexe "B", l'article 5.0, paragraphe ix).

Période de Livraison	Référer comme:	Période	Coût ferme par mois, Taxes applicables en sus
la date d'attribution au 31 mars 2017	Période d'approvisionnement A	nombre de mois à déterminer	\$ _____
1 avril 2017 au 31 mars 2018	Période Optionnelle 1	12 mois	\$ _____
1 avril 2018 au 31 mars 2019	Période Optionnelle 2	12 mois	\$ _____
1 avril 2019 au 31 mars 2020	Période Optionnelle 3	12 mois	\$ _____

N° de l'invitation - Solicitation No.
23375-160146/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
23375-160146

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
hl420.23375-160146

Id de l'acheteur - Buyer ID
hl420
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE "D"

PHOTOS DE RÉSERVOIRS EXISTANTS ET LES SPECIFICATIONS DE LA DALLE DE BÉTON



N° de l'invitation - Solicitation No.
23375-160146/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
23375-160146

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
hl420.23375-160146

Id de l'acheteur - Buyer ID
hl420
N° CCC / CCC No. / N° VME - FMS





Project Status	
5	ISSUED FOR TENDER
4	PREPARED FOR 80% REVIEW
3	PREPARED FOR 90% REVIEW
2	PREPARED FOR 95% REVIEW
1	PREPARED FOR 100% REVIEW

Revision	
5	ISSUED FOR TENDER
4	PREPARED FOR 80% REVIEW
3	PREPARED FOR 90% REVIEW
2	PREPARED FOR 95% REVIEW
1	PREPARED FOR 100% REVIEW

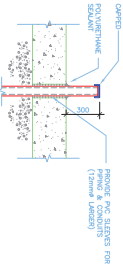
PROJECT
BITUMEN STORAGE
BUILDING NO. 4, EMR
BELLS CORNERS COMPLEX
NEW CONCRETE PAD
AND PIPING
OTTAWA, ONTARIO

PLANS AND SECTIONS

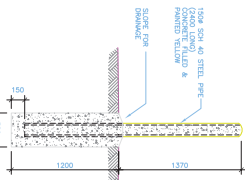
Author: M. Cleland		Drawn	Checked
Date	S. HUGHES	DESIGNED	
Date	SEP 2005	REVISED	
Date	M. CLELAND	APPROVED	
Date	CONSENT/INTELLIGENCE	SUPERVISOR	
Date	PROJ. NO. 487997	NO. 487997	

S100

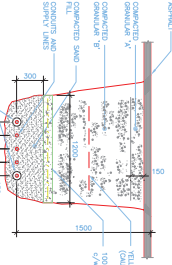
- NOTES
- CONTRACTOR TO VERIFY ALL DIMENSIONS ON SITE.
 - SLAB MUST BE REINFORCED ON SITE PER A. CONTRACTOR TO VERIFY ALL DIMENSIONS ON SITE.
 - CONTRACTOR TO VERIFY ALL DIMENSIONS ON SITE.
 - CONTRACTOR TO VERIFY ALL DIMENSIONS ON SITE.



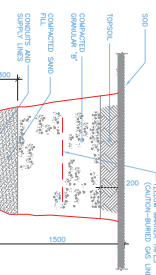
SECTION: PIPING THROUGH SLAB
SCALE 1:1.5



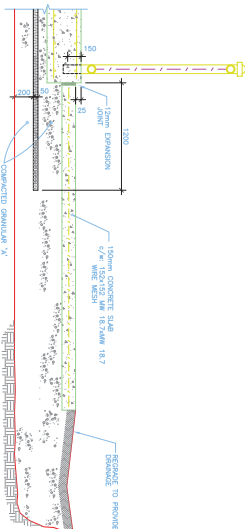
BOLLARD DETAIL
SCALE 1:2.5



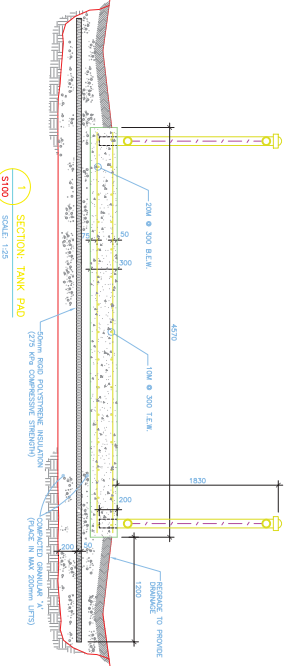
SECTION: PIPING TRENCH
SCALE 1:2.5



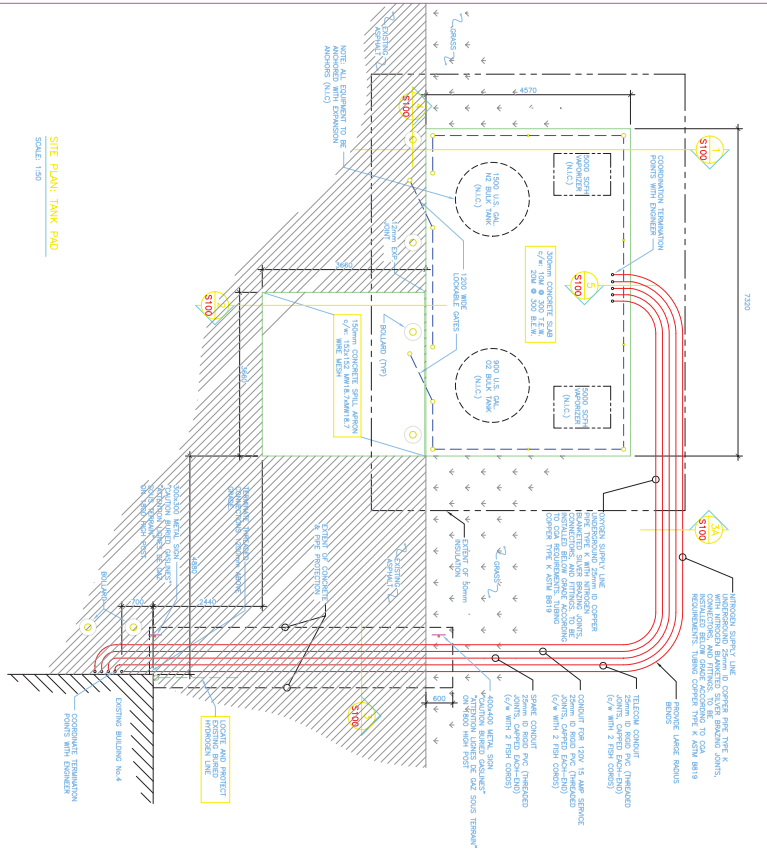
SECTION: PIPING TRENCH
SCALE 1:2.5



SECTION: CONCRETE SPILL APRON
SCALE 1:2.5



SECTION: TANK PAD
SCALE 1:25



SITE PLAN: TANK PAD
SCALE 1:50